

Le changement de l'intérieur

Les communautés autochtones d'Amazonie péruvienne peuvent être habilitées à mettre en oeuvre leurs propres concepts du développement durable

par Mario Loayza Villegas

EDMAR

Av. Julio Vega Solis X-39
Chorrillos, Lima, Pérou
Edmar2@terra.com.pe



Une valeur élevée: ces femmes Ashaninka, membres d'une association des mères, examinent un semis de cèdre (*Cedrela odorata*) produit dans la pépinière de leur communauté. Photo: R. Guevara

CET ARTICLE est fondé sur l'expérience acquise lors des travaux effectués avec sept collectivités autochtones du groupe ethnique Ashaninka vivant pour la plupart le long du fleuve qui arrose la vallée du Pichis, dans la zone centrale de la forêt ombrophile péruvienne.

Cette vallée est en train de se déboiser progressivement à mesure que la frontière agricole traverse des terres qui ne sont pas toujours adaptées à l'agriculture. La colonisation par des fermiers immigrés et sans terres et leur établissement près des routes et des ports ont eu des incidences majeures sur les communautés traditionnelles et leurs économies. Ces nouveaux centres de population sont les cibles d'un commerce intermédiaire (licite et illicite) en toutes sortes de biens et services. Ces commerçants achètent le bois et d'autres produits forestiers, des poissons et des animaux domestiques, participent à l'occasion au trafic international de la drogue, et revendent des produits d'autres régions.

Ces bûcherons ont recours à des méthodes extrêmement sélectives, ne coupant que les meilleurs arbres, et leurs techniques d'abattage endommagent énormément les sols et la végétation résiduelle ... A dire vrai, la pauvreté force les communautés indigènes à permettre, voire à encourager, ces pratiques

Les bûcherons, connus localement sous le nom d'*aguaneros*, ont d'abord récolté tous les stocks d'acajou (*Swietenia macrophylla*, appelé localement *aguano*) disponibles dans cette zone, avant de s'attaquer au cèdre (*Cedrela odorata*). Plus récemment, ils ont prélevé l'ishpingo (*Amburana cearensis*) et sont en train d'abattre les derniers arbres de tornillo (*Cedrelinga catenaeformis*) qu'ils trouvent encore dans la zone. Ces bûcherons ont recours à

des méthodes extrêmement sélectives, ne coupant que les meilleurs arbres, et leurs techniques d'abattage endommagent énormément les sols et la végétation résiduelle.

A dire vrai, la pauvreté force les communautés indigènes à permettre, voire à encourager, ces pratiques. C'est un cercle vicieux dans lequel les besoins humains et la dégradation de l'environnement s'entretiennent mutuellement. Pour sortir de ce piège, les communautés doivent acquérir la capacité technique d'assumer le contrôle de leurs ressources forestières, ce en quoi une assistance de l'extérieur peut les aider—et peut en fait être indispensable.

À cet effet, le projet OIBT PD 14/98 REV.1 (F): 'Exploitation et reboisement durables des forêts amazoniennes par les communautés indigènes', qui a démarré en juin 2002, avec l'aide financière du Fonds commun pour les produits de base, vise à intégrer les pratiques forestières des populations autochtones dans les systèmes modernes de production afin de tirer davantage de bénéfice de l'exploitation de la forêt au niveau local et de maintenir l'intégrité de l'écosystème forestier. Ce projet fait suite à un projet antérieur de l'OIBT (PD 16/94 REV.1(F)), exécuté en grande partie avec la communauté d'El Milagro (voir dans AFT 4/4 un rapport sur l'état d'avancement de ce projet). Le projet en cours a été mis au point à la demande des communautés autochtones de la région qui travaillent maintenant avec le personnel d'EDMAR (Ecodesarrollo, Medio Ambiente y Reforestacion)—une organisation non gouvernementale (ONG) à but non lucratif qui joue le rôle d'agence d'exécution officielle du projet (en coopération avec l'Institut national pour les ressources naturelles—INRENA). Le but recherché consiste à incorporer les activités économiques



Sous abri: habitation typique des familles des communautés Ashaninka. Photo: R. Guevara

traditionnelles dans le cadre d'un plan d'aménagement forestier durable.

Pour que ce changement puisse avoir lieu, les familles doivent se mettre à la disposition du projet pour qu'elles puissent être initiées aux éléments de la gestion forestière, de la transformation et de la commercialisation. Il y a un risque, cependant, c'est qu'à court terme la pauvreté des ménages est susceptible en fait de s'aggraver parce que les membres des familles sélectionnés ne pourront pas vaquer à leurs occupations productives habituelles; dans une économie de subsistance, un programme de formation de ce type risquerait sans aucun doute de devenir de plus en plus difficile et ses objectifs inaccessibles. Pour éviter cette éventualité, le projet inclut un programme d'incitations économiques favorisant le reboisement avec des espèces de haute valeur et l'introduction de techniques agroforestières afin de compenser le temps que les familles participantes consacrent à la formation.

L'environnement initial

Vers la fin de la dernière décennie, durant une période pré-électorale, le gouvernement national du moment a lancé un certain nombre de projets destinés à introduire l'élevage du bétail dans les communautés amazoniennes qui ne répondaient qu'à un seul critère de sélection: la disponibilité des terres. Le principal "prédateur" de forêt dans la vallée du Pichis pendant cette décennie a sans aucun doute été le projet spécial Pichis Palcazu du ministère de l'agriculture, qui a encouragé un changement d'affectation des terres forestières au profit de pâturages le long de la route desservant la zone d'influence du projet.

Les villageois autochtones sont encore partisans de l'élevage du bétail sur leurs territoires. Mais ils n'en sont empêchés que par un manque de financement car le programme mentionné ci-dessus n'est plus en vigueur. Cependant, l'élevage du bétail n'est pas toujours une utilisation du territoire qui convient dans cette région: des pâturages ont été récemment délimités sur des terres qui devraient être utilisées pour des cultures agricoles, par exemple, même le long des berges du fleuve. Qui plus est, l'élevage du bétail n'a pas toujours permis d'améliorer les circonstances économiques des fermiers: l'élevage du bétail ouvre relativement peu d'emplois sur le terrain, sauf au début de son établissement, lorsqu'il exige des techniciens de l'extérieur.

La culture de bien-être social

Un autre facteur négatif fait obstacle à la promotion de l'aménagement forestier durable, à savoir la culture de bien-

être social qui avait pris racine parmi les communautés à la suite des efforts fournis par le gouvernement pendant la période d'élection vers la fin des années 90. Cette influence a été la plus forte parmi les communautés le plus étroitement liées à l'économie de l'ouest du pays, conduisant certains membres des communautés à penser que le but du projet était de résoudre les problèmes de tous les jours et qu'aucune contribution locale de contre-partie ne leur était demandée. Cette interprétation erronée du concept d'un projet de développement est encore fermement ancrée dans l'esprit de quelques chefs de communauté, dont certains tentent de préserver ou de recouvrer leur influence sur la communauté et de profiter des avantages que leur procurait leur position de chef en administrant les avoirs et les ressources du projet. Par conséquent, le personnel de projet doit continuellement insister sur le véritable objectif du projet: faciliter un processus par lequel les communautés trouveront leurs propres solutions pour planifier l'utilisation de leurs terres communales, y compris les forêts, et tirer le maximum d'avantages de la récolte des produits de valeur qu'elles peuvent obtenir de ces ressources.

Le climat politique

Le climat politique qui régnait au début du projet est également un facteur important qui, dans une certaine mesure, a entravé la promotion de l'aménagement forestier durable auprès des communautés. L'Association des peuples Ashaninka de Pichis (Asociación de Nacionalidades Asháninkas del Pichis—ANAP) avait engagé son soutien aux autorités locales et régionales pour les élections régionales et municipales du district de Puerto Bermudez. Le maire en exercice de la zone voulait être réélu; c'était l'un des chefs de l'ANAP mais il se présentait sans l'appui de l'Association. Ses militants et défenseurs recherchaient des alliés pour leur campagne politique et, pour promouvoir leurs propres campagnes électorales, ont eu recours à des discussions concernant le projet, dont l'objectif était de coordonner des plans de gestion forestière et la participation des communautés. Les rapports s'en sont trouvés quelque peu faussés. La situation est en train de se redresser grâce à des réunions entre les sept communautés participantes et leurs chefs ainsi qu'à la participation d'EDMAR au Congrès de l'ANAP.

Exploitation forestière illégale

Aux termes de la loi forestière du Pérou, tous les permis d'exploitation forestière doivent être accompagnés d'un plan de gestion approuvé par l'INRENA. Bien qu'aucune des 108 communautés Ashaninka de la vallée du Pichis n'ait de plan de gestion forestière approuvé, on peut voir tous les jours sur les routes des camions qui transportent le bois.

Les bûcherons négocient la vente de grumes avec les chefs des communautés ou directement avec les chefs des familles dont les fermes contiennent des arbres d'espèces recherchées. Dans l'un ou l'autre cas, le prix payé est dérisoire. Pire encore, les bûcherons trouvent divers moyens même de réduire le prix modique qui leur est demandé. Par exemple, ils prélèvent un volume de bois plus grand que celui convenu (et payé)—parce que les communautés n'ont pas les compétences nécessaires pour mesurer le volume de bois quittant leurs terres. Qui plus est, les bûcherons pénalisent souvent les communautés ou leurs membres en refusant des arbres abattus présentant des défauts ou en réduisant le montant payé par pied-planche à cause de défauts dans le bois; ils insistent souvent aussi pour payer le

même montant par pied-planche pour toutes les espèces, y compris les espèces de valeur qui sont devenues rares.

Il y a également eu des cas de connivence entre les bûcherons et les chefs de communauté impliqués dans des activités d'exploitation forestière illégale. Les bûcherons se sont montrés disposés à effectuer des paiements anticipés pour de futurs prélèvements et traitent en général les chefs de communauté avec beaucoup d'amabilité. Les contrats signés sans l'approbation de la communauté ont porté préjudice à l'exécution du projet.

De l'amitié à la coexistence

Les Ashaninkas sont des gens très pacifiques mais extrêmement méfiants; par conséquent, le mieux est d'établir des relations horizontales ou participatives de sorte que les communautés puissent épouser les objectifs de l'action proposée et qu'elles aient le sentiment d'exécuter les tâches dans leur propre intérêt. Dans le meilleur des cas, elles considéreront des étrangers comme des défenseurs favorisant les intérêts de la communauté.

Au début du projet, cette méfiance se manifestait très nettement dans cinq des sept communautés. EDMAR travaillait avec les deux autres depuis plusieurs années, ce qui avait permis à son personnel de comprendre les valeurs et les coutumes traditionnelles et d'observer aussi l'évolution de certaines de ces valeurs et coutumes chez les jeunes. Afin de contribuer à renforcer la confiance des habitants, des ateliers participatifs sur la planification du développement des forêts ont été menés pour chacune des sept communautés. L'idée de départ c'était que chacun avait le droit d'influer sur les décisions qui devaient le toucher. Par conséquent, si un projet d'aménagement forestier durable devait être mis en oeuvre, il fallait organiser un forum où toutes les parties prenantes auraient la possibilité de faire valoir comment elles envisageaient les plans et les engagements à prendre pour atteindre les objectifs.

Ces ateliers ont mis en évidence les connaissances des communautés sur la forêt, les problèmes socio-économiques qu'elles devaient affronter, leurs propres faiblesses en matière de gestion forestière et les avantages potentiels de leurs actions pour leurs enfants et petits-enfants. Les communautés Ashaninka ont une parfaite connaissance de leurs montagnes, des chemins, des ravines et des cours d'eau. Elles connaissent leurs *purmas* (ou forêts secondaires), les minerais qui procurent aux animaux des forêts le sel dont ils ont besoin, les endroits où ils se baignent et s'abreuvent, les saisons pour la récolte de fruits, les époques de gemmage et les meilleurs jours pour l'abattage de bambou et d'arbres. Elles savent quelles herbes utiliser pour soigner leurs maladies ou guérir des blessures, et comment neutraliser les effets des venins des animaux qui partagent leur environnement. Pendant le projet, les habitants se sont rendu compte qu'ils en savaient autant, sinon plus, au sujet de la gestion des forêts que les forestiers qui les aidaient; ils ont également compris que le succès du projet dépendait d'eux et qu'ils devraient donc le considérer comme leur appartenant.

Le rôle des facilitateurs

La planification participative de la gestion forestière est un processus complexe mais viable s'il est entrepris sous la responsabilité d'un technicien métis qui vit et travaille côte à côte avec les habitants dans leur environnement, et non



Ebauche d'un plan: planification d'un inventaire forestier par des membres de la communauté Ashaninka de Bélem et des animateurs du projet. Le massif en question compte plus de 7000 hectares de forêts, pour la plupart non exploitées. Photo: R. Guevara

celle d'un technicien venu d'ailleurs qui doit s'en retourner à la ville peu de temps après son arrivée dans la communauté parce que sa présence y est demandée. Un technicien est plus susceptible de réussir à engager un processus participatif s'il connaît par leur nom bon nombre des enfants et des anciens de la communauté, même s'ils ne travaillent pas avec lui, et s'il s'est mérité la confiance des membres de la communauté au point où ils se sentent libres de lui faire part de leurs connaissances et de leurs espérances.

Un technicien est plus susceptible de réussir à engager un processus participatif s'il connaît par leur nom bon nombre des enfants et des anciens de la communauté, même s'ils ne travaillent pas avec lui, et s'il s'est mérité la confiance des membres de la communauté au point où ils se sentent libres de lui faire part de leurs connaissances et de leurs espérances.

Les employés d'EDMAR vivent au sein des communautés et se rendent à la ville dans leurs familles une fois par mois pour une semaine. Ils travaillent avec les membres de la communauté qui sont disposés à le faire et qui comprennent de plus en plus de femmes et de jeunes. Ils parlent constamment de gestion forestière et de reboisement, et partagent les aspirations et les problèmes des habitants. Etant donné que la plupart des anciens et des femmes n'ont qu'une connaissance limitée de l'espagnol, il est essentiel que la communication se fasse en langage Ashaninka; le succès dépendra de l'aisance avec laquelle les animateurs du projet le parlent. Désormais, ce ne sont plus des étrangers. Ils sont devenus des amis et des partenaires qui vivent aux côtés des autochtones et constituent un lien de confiance avec le monde extérieur et les ressources du projet.

L'organisation des femmes

Le projet a constaté d'importantes lacunes dans l'organisation des femmes des communautés, car il n'y avait que le Club des mères de Mankaretoiteri dans la communauté d'El Milagro; aucune des autres communautés n'était parvenue à réaliser quelque niveau d'organisation parmi les femmes. Dans toutes les communautés, les femmes ont exprimé le besoin de mettre sur pied leurs propres clubs des mères, mais leurs efforts dans ce sens sont limités du fait que très peu d'entre elles ont le minimum de connaissances nécessaires pour fonder une organisation et la faire reconnaître officiellement. En vue de compléter et de renforcer la gestion durable des forêts sur les territoires de ces communautés indigènes, les employés

d'EDMAR fournissent l'assistance nécessaire et participent à la formulation d'une proposition de projet qui vise à promouvoir l'écotourisme; la tâche importante de la gestion de ce projet serait confiée aux groupes des mères.

Plans d'avenir

Les principaux centres dont le but est d'attirer la participation des jeunes sont les deux écoles établies dans les communautés d'El Milagro et de Belém. La première promotion de jeunes étudiants d'El Milagro et des communautés avoisinantes est déjà sortie de la première de ces écoles au terme de cinq ans d'études, tandis que la seconde école, ouverte depuis 2002 seulement pour dispenser un enseignement de base du niveau secondaire, s'est trouvée face à un certain nombre de problèmes à cause desquels 16 des 21 étudiants enregistrés ont abandonné leurs études.

Plusieurs réunions d'enseignants et d'étudiants ont été organisées à l'école d'El Milagro pour examiner le développement des activités scolaires. Ce processus devrait, espère-t-on, apporter certains changements comme l'inclusion de la foresterie et de la gestion forestière dans le programme d'étude. Les enseignants et les étudiants ont également exprimé le souhait d'anticiper la mise en place d'un atelier de menuiserie, envisagée à l'origine pour une étape ultérieure du projet; cela permettrait de demander au ministère de l'éducation d'affecter un formateur en charpenterie et menuiserie avant que les activités du projet ne cessent.

Le travail avec les jeunes des communautés a produit des résultats qui sont allés au-delà de toutes les espérances. Actuellement, les 45 jeunes hommes et femmes sélectionnés par leurs communautés comme étant les plus capables se sont investis dans des activités du projet; parmi ceux-ci, au moins 21 pourraient d'ici quelque temps être chargés d'exécuter des plans de gestion forestière dans leurs communautés respectives. Ce nombre augmentera sûrement dans les mois et les années à venir mais, pour le moment, il est encourageant de voir qu'il existe un noyau des chefs potentiels qui associent le développement de leur communauté à l'avenir des forêts.

Légalisation de l'exploitation forestière

Les mauvaises affaires offertes par des aguaneros aux Ashaninkas ont fait l'objet de discussions lors de réunions tenues avec les sept communautés participantes et des mesures ont été prises pour redresser la situation. Chaque communauté a maintenant recours à des techniciens formés par le projet pour calculer les volumes. Un prix minimal de 0,065\$/pied-planche et de 0,075\$/pied-planche a été fixé, respectivement pour le bois d'œuvre et pour des espèces de valeur telles que le cèdre, l'acajou, l'ishpingo et le tornillo. Deux des communautés ont accepté de ne vendre aucun bois jusqu'à ce qu'elles aient obtenu leurs permis d'exploitation forestière.

Dans un cas, un jeune homme de la communauté a été mandaté auprès des familles pour les informer des incidences du projet sur les contrats d'exploitation forestière. Une fois mise au courant de la situation, la communauté en question a remplacé ses chefs, lesquels étaient de connivence avec des aguaneros au sujet d'accords d'exploitation; elle a simplement accepté de fournir le volume de bois de ses forêts correspondant aux paiements anticipés qu'elle avait reçus.

Au début, les aguaneros ont cru que le projet était contre eux, même ceux qui traitaient plus ouvertement avec les communautés. Il n'en était rien; les aguaneros représentent un lien avec le marché et, par conséquent, un partenaire essentiel pour la réalisation de l'aménagement forestier durable. De nombreux aguaneros ont été introduits dans le processus lancé par le projet: ils savent maintenant que l'établissement et l'approbation de plans de gestion faciliteront considérablement leur commerce, le légalisant et réduisant ainsi le besoin de contourner les lois ou d'essayer de suborner les autorités pour pouvoir transporter leur bois.

L'évolution du paysage communautaire

Dans le passé, de nombreux membres des communautés considéraient la forêt comme une ressource naturelle librement accessible qui n'attendait que d'être récoltée pour le bien des communautés, sans se rendre compte que cette ressource se dégradait et s'épuisait. Même de nos jours, les anciens les plus âgés pensent que si un arbre peut être vendu, il devrait être vendu, où qu'il se trouve, même si c'est le dernier spécimen de l'espèce qu'il reste dans la région.

Les jeunes, d'autre part, comprennent que les forêts dont ils hériteront un jour s'épuisent et qu'il faut mettre un frein à leur destruction. Ils sont à la recherche de moyens susceptibles de les faire participer aux changements qui se produisent continuellement dans le monde autour d'eux. Ils savent que l'épuisement des ressources naturelles, sans souci des conséquences, n'est pas dans leur intérêt à long terme. Ils encouragent donc les membres adultes de leurs communautés à introduire des changements dans leur habitudes, ce dont le projet peut se servir pour créer une culture d'aménagement forestier durable.

L'élimination progressive de l'exploitation forestière illégale est un des objectifs à court terme du bureau local de l'INRENA auquel le projet apporte son concours. Elle peut être réalisée en coopération avec l'ANAP, si cette organisation accepte d'appliquer et de faire respecter une politique à cet effet par les membres des communautés. A notre avis, c'est tout à fait probable, parce que de nombreux habitants commencent à prendre conscience du fait que chaque arbre illégalement abattu leur fait perdre un peu plus de leur territoire, de leur culture, de leur paysage, de leur histoire et de leur avenir. La dégradation des forêts et le déboisement ne seront pas enrayés du jour au lendemain, parce que les forces économiques qui les sous-tendent sont trop puissantes. Le projet ne réussira pas non plus immédiatement à organiser et former les communautés; il faudra probablement attendre de nombreuses années avant que les communautés ne soient à même d'assumer véritablement la responsabilité du processus et de décider du rôle que joue la gestion forestière durable dans l'éventail des options d'utilisation des terres qui leur sont ouvertes. Néanmoins, la mise en place de processus efficaces pour le développement communautaire accroîtra la capacité des communautés de profiter davantage de la valeur de leurs ressources et de faire leurs propres choix en connaissance de cause sur la manière dont ces ressources sont utilisées.